

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Nettoyage des locaux, fournitures associées, vitres, stores, planchers du site de Météo-France à Lannion

Marché n° 2533F0155

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Date limite de dépôt des plis : 15/09/2025 à 14h00

Table des matières

Règlement de consultation.....	3
1. Objet de la consultation.....	3
1.1. Objet du marché public.....	3
1.2. Décomposition du marché public.....	3
1.3. Forme du marché public.....	3
1.4. Durée du marché public.....	3
1.5. Montant du marché public.....	4
2. Conditions de la consultation.....	4
2.1. Procédure de passation.....	4
2.2. Documents de la consultation.....	4
2.3. Renseignements complémentaires.....	4
2.4. Visite sur site.....	4
3. Variantes.....	5
4. Retrait par les candidats des documents de la consultation.....	5
5. Conditions de remise du pli.....	5
5.1. Transmission électronique du pli.....	5
5.2. Date limite de remise du pli.....	6
5.3. Signature de l'acte d'engagement.....	6
6. Constitution du pli.....	6
6.1. Éléments relatifs à la candidature.....	7
6.2. Éléments relatifs à l'offre.....	7
6.3. Langue de l'offre.....	8
6.4. Dispositions particulières relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	8
7. Durée de validité des offres.....	8
8. Ouvertures des plis.....	8
9. Jugement des offres.....	9
9.1. Critère technique n° 1 (20%).....	9
9.2. Critère technique n° 2 (20%).....	9
9.3. Critère technique n° 3 (10%).....	9
9.4. Critère environnemental (15%).....	9
9.5. Critère prix (35%).....	9
9.6. Classement final.....	10
9.7. Précisions et mise au point.....	10
10. Conditions d'attribution du marché public.....	10
11. Renseignements complémentaires.....	11
Annexe - Précisions relatives aux modalités de remise des plis.....	12
1. Certificats de signature électronique autorisés.....	12
2. Outils de signature électronique.....	12
3. Modalités de signature électronique.....	12
4. Sauvegarde.....	13
5. Fichiers volumineux.....	13

Règlement de consultation

1. Objet de la consultation

1.1. Objet du marché public

La présente consultation tend à la passation du marché public relatif au *nettoyage des locaux, des vitres, des stores à lames, des planchers techniques du site de Météo-France à Lannion (22)*.

Il comprend également l'achat, la gestion, l'approvisionnement des distributeurs de savon, de papier toilette, d'essuie-mains ainsi que des produits d'entretien de nettoyage courant, de nettoyage des vitres et des stores.

Les prestations sont décrites aux articles 8 et 10 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire du présent marché public s'engage **à une obligation de résultat** pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché. Le marché public porte sur des prestations de services.

1.2. Décomposition du marché public

Le marché n'est pas décomposé en lots.

1.3. Forme du marché public

Le marché public est établi en application du Code de la commande publique.

Il est passé sous la forme d'un marché composite.

Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire pour le nettoyage courant

L'autre partie, pour des prestations optionnelles, est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

En effet, Météo-France peut demander au prestataire une réalisation dont la description ne figure pas dans le présent CCTP et les prix ne figurent pas à l'annexe financière, ces demandes constituent des prestations optionnelles. Dans ce cas, le titulaire doit au préalable fournir un devis. Si le devis est accepté par Météo-France, un bon de commande est émis dans les conditions normales du marché.

1.4. Durée du marché public

Le marché public est passé pour une première période à compter du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible deux fois pour une durée d'un an de manière tacite. Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins trois mois avant l'échéance.

1.5. Montant du marché public

Le montant maximal est de 187 500 € HT soit 225 000 € TTC pour l'ensemble du marché public, périodes de reconduction comprises y compris la part à bons de commande.

Le montant maximal des prestations optionnelles pouvant être activées par bons de commande est de 12 000 € HT soit 14 400 € TTC pour toute la durée du marché public, éventuelles périodes de reconduction comprises.

2. Conditions de la consultation

2.1. Procédure de passation

La procédure mise en œuvre est une procédure formalisée en application de l'article R 2124-1 et un appel d'offres ouvert en application de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

2.2. Documents de la consultation

Les documents de la consultation sont composés :

- du présent règlement de consultation ;
- de l'acte d'engagement, ses quatre annexes financières et du cadre de réponse ;
- du cahier des clauses administratives particulières ;
- du cahier des clauses techniques particulières et ses trois annexes ;
- le cas échéant, tout ou partie du mémoire technique du titulaire retenu par le pouvoir adjudicateur et annexé au présent marché public. Il s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux dispositions définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

Météo-France se réserve le droit, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, soit d'apporter des modifications de détail aux documents de la consultation, soit de reporter la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats doivent alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.3. Renseignements complémentaires

L'opération est intégralement financée par le budget propre de l'établissement.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement administratif.

Le candidat indique au point B4 de l'acte d'engagement s'il entend bénéficier du versement de l'avance ou y renoncer. En l'absence d'indication, il renonce au versement de l'avance.

2.4. Visite sur site

Une visite sur site est obligatoire afin d'évaluer les prestations à réaliser.

Deux dates sont prévues :

- mardi 8 juillet 2025 à 10H00
- mardi 2 septembre 2025 à 10H00

L'adresse du site : **193 chemin du centre de météorologie – BP 50747 - 22307 Lannion Cedex**
Il convient de prendre rendez-vous avec :

Pascale VANDERHEEREN : Tél. : 02 96 05 67 08 ; pascale.vanderheeren@meteo.fr.

Lors de cette visite, **les candidats doivent se munir du cachet de la société.**

Un procès-verbal (PV) de visite est remis au candidat qui doit le faire figurer dans son offre. **L'absence de visite d'un candidat entraîne le rejet de son offre.**

3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

4. Retrait par les candidats des documents de la consultation

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État, PLACE, à l'adresse ci-dessous, sous la référence : METEO-FRANCE2533F0155.

www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats ont accès aux documents de la consultation en les téléchargeant sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE), après avoir indiqué le nom de l'opérateur économique, de la personne physique procédant au téléchargement et son adresse électronique.

Il est possible de télécharger les documents de la consultation sans s'identifier ; néanmoins **seuls les candidats identifiés peuvent être informés des modifications de détails susceptibles d'être apportées aux documents.**

Dans le cas contraire, il appartient au candidat de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

5. Conditions de remise du pli

Pour concourir à la présente consultation, le candidat doit remettre à Météo-France un pli comportant l'ensemble des éléments relatifs à sa candidature et à son offre, selon les modalités définies ci-dessous.

Le candidat doit **déposer son pli de manière dématérialisée** en se conformant aux dispositions de l'article 5.1 ci-après.

Le candidat doit **déposer l'ensemble des documents** demandés à l'article 6.

5.1. Transmission électronique du pli

Pour déposer son pli, le candidat se connecte à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence METEO-FRANCE2533F0155.

Une fois le candidat connecté à la page de la consultation, le dépôt du pli s'effectue à l'onglet « Dépôt ».

Pour information :

Un message de la plate-forme des achats de l'État indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Un « guide utilisateur » téléchargeable est mis à la disposition des candidats sur le site www.marches-publics.gouv.fr. Ce guide précise notamment les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, les pré-requis techniques et les certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Ces derniers disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif aux dépôts des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « Aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;

- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Parallèlement à l'envoi électronique de leur pli via la plate-forme PLACE, les candidats sont autorisés à transmettre une sauvegarde de celui-ci sur support physique électronique. Les modalités d'envoi de cette sauvegarde sont précisées à l'annexe du présent règlement de la consultation.

Dans l'hypothèse où la plate-forme PLACE n'admettrait pas le dépôt d'un fichier trop volumineux, le candidat est autorisé à déposer ce fichier sur une plate-forme électronique externe, selon les modalités et conditions prévues à l'annexe du présent règlement de la consultation.

5.2. Date limite de remise du pli

Il est fortement conseillé au candidat de ne pas attendre le dernier moment pour transmettre son pli, en raison notamment des ralentissements que pourrait connaître la plate-forme de dépôt électronique.

Le pli doit être déposé **jusqu'au quinze septembre deux mil vingt-cinq (15/09/2025) à quatorze heures (14 h).**

Les plis reçus après la date et l'heure limites ne sont pas ouverts et sont déclarés irrecevables.

Seules la date et l'heure de réception du pli sur le profil acheteur font foi. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Une fois déposés, les plis ne peuvent plus être retirés, ni modifiés. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de celle-ci.

Le candidat qui souhaite faire une offre différente de l'offre initiale doit présenter cette offre nouvelle selon les mêmes modalités administratives et avant la date et l'heure limite. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt se substitue au premier. Il y a donc lieu pour le candidat de déposer un nouveau pli comportant l'intégralité des documents demandés relatifs à la candidature et à son ou ses offres (notamment en cas d'allotissement), et non un additif.

5.3. Signature de l'acte d'engagement

La signature de l'acte d'engagement n'est pas obligatoire au moment du dépôt de ce document sur PLACE. Toutefois, le candidat peut choisir de déposer un document signé, à condition que la signature soit électronique.

Si Météo-France constate, à l'issue de l'analyse des offres, que l'acte d'engagement déposé par l'attributaire pressenti n'est pas signé, l'établissement l'en avertit. L'attributaire pressenti dispose alors d'un délai de **sept jours francs** à compter de cette information pour remettre à Météo-France ce document signé.

Les candidats sont fortement invités à signer l'acte d'engagement de façon électronique, en privilégiant le format de signature électronique PAdES. Au regard des délais habituellement constatés pour l'acquisition d'un certificat de signature électronique, il est recommandé aux candidats d'anticiper les démarches nécessaires à cette acquisition. En cas d'impossibilité, la remise à Météo-France de ce document signé de façon manuscrite en main propre ou par voie postale est toutefois admise.

La signature électronique doit être réalisée au moyen d'un certificat de signature électronique qualifié, dont les modalités sont détaillées par le [décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017](#) et l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#). Des informations importantes relatives à la signature électronique figurent à l'annexe du présent règlement de consultation.

L'acte d'engagement doit être signé par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat.

6. Constitution du pli

Le pli contient des éléments relatifs au candidat et des éléments relatifs à son offre.

6.1. Éléments relatifs à la candidature

1. Le pli doit comporter les **formulaires DC1 et DC2** (ou équivalent) complétés. Ces formulaires sont disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Ces documents peuvent être substitués dans leur intégralité par le Document unique de marché européen (DUME) rédigé en français.

2. Le candidat transmet également une **présentation de sa société** faisant apparaître :

- Ses activités, sa structure, ses moyens, effectifs et localisation(s). La présentation des moyens inclut celle des outils et partenariats liés à l'exécution du marché public.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- Les certificats et/ou les normes qu'il possède. Les noms des organismes ayant délivré les certificats et les normes sont mentionnés.
- Tous justificatifs visant à démontrer son expérience et sa compétence dans le domaine concerné).
- Curriculum vitae du correspondant désigné par le titulaire, responsable de l'encadrement du personnel et de sa discipline, de l'exécution des travaux dont le niveau de qualification est au minimum celui de **chef d'équipe échelon 2**.
- L'habilitation B0 (niveau électrique non électricien).

Dans tous les cas, figurent impérativement dans les déclarations du candidat (DC2 à jour ou équivalent) ou dans des documents annexés les renseignements suivants permettant d'apprécier les capacités techniques, économiques et financières du candidat :

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et si possible le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services auxquels se réfère le marché public, réalisées au cours des deux derniers exercices (rubrique D1 du DC2) ;
- la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- la présentation d'une liste des principaux marchés similaires effectués au cours des deux dernières années dans le domaine de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Indiquer des références détaillées et vérifiables pour des prestations similaires (clientèle) :
 - Nom du contact
 - Adresse
 - Coordonnées téléphoniques

Nota bene :

En cas de **groupement**, les documents précédemment cités sont à produire par chaque opérateur économique.

6.2. Éléments relatifs à l'offre

Le candidat doit remettre pour son offre :

a. L'acte d'engagement dûment renseigné.

b. Les quatre annexes financières 1, 2, 3 et 4 à l'acte d'engagement dûment renseignées. Y figurent les prix forfaitaires **mensuels** en euros HT et TTC.

c. Le cadre de réponse dûment renseigné et daté, avec mention du cachet de la société.

ATTENTION

Toute modification unilatérale de la part du candidat des documents de la consultation ou de ses annexes entraîne l'invalidité de l'offre.

c. Le mémoire technique du candidat

L'offre devra être accompagnée de la copie du certificat correspondant à l'agrément de l'AFAQ ou équivalent ainsi que **l'attestation de visite délivrée par le Centre de Météorologie Spatiale à Lannion**.

Le candidat décrit sa solution pour satisfaire les besoins et les exigences mentionnés dans les documents contractuels.

Le candidat devra aussi écrire la méthodologie de reprise des personnels.

Le candidat précise dans son mémoire technique les identités et les CV des personnes physiques en charge de l'exécution de tout ou partie des prestations du marché.

6.3. Langue de l'offre

Les documents constitutifs de l'offre du candidat doivent être rédigés en langue française et les prix exprimés en euros. Si ces documents ne sont pas rédigés en langue française, ils sont accompagnés d'une traduction en français.

Certains documents techniques peuvent être rédigés dans une autre langue. Le candidat remet une traduction en français de ces documents à la demande de Météo-France.

6.4. Dispositions particulières relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire doit spécifier clairement le rôle de chacun des co-traitants dans la réalisation des prestations demandées. En application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, Météo-France impose qu'il soit solidaire de l'ensemble des membres du groupement.

En cas de groupement, le candidat peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service seront adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du cahier des clauses administratives générales applicable, aux membres du groupement qui auront alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir que les demandes de paiements seront présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 [FCS] du cahier des clauses administratives générales applicable, par les membres du groupement, lesquels seront alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 [FCS] du cahier des clauses administratives générales applicable.

Il est rappelé que si la sous-traitance reste possible tout au long de l'exécution du marché public, la co-traitance n'est possible que si elle a été déclarée lors de la candidature (formulaire DC1 ou équivalent).

En application des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique, l'exécution de certaines parties du marché public peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu l'acceptation par Météo-France de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements.

Si le candidat envisage de sous-traiter une partie des prestations dès le dépôt de son offre, il joint à son pli une **déclaration de sous-traitance** (formulaire ATTR12 « acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre » disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>, ou équivalent) complétée et signée selon les modalités décrites à l'article 5.3.

7. Durée de validité des offres

La durée de validité de l'offre est de **6** mois à compter de la date limite de réception des plis.

8. Ouvertures des plis

Météo-France procède en premier lieu à l'ouverture et à l'examen des éléments relatifs à la candidature, et se réserve la possibilité d'éliminer :

- Les candidats n'ayant pas fourni (ou de manière incomplète) les pièces et les renseignements demandés à l'article 6.1 ci-dessus du présent règlement de la consultation ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont jugées insuffisantes, notamment au regard des références vérifiables et des justificatifs demandés à l'article 6.1 ci-dessus.

Les offres des candidats éliminés sont détruites. Si la transmission électronique est accompagnée d'une sauvegarde, cette dernière est détruite sans avoir été ouverte.

9. Jugement des offres

Après avoir examiné leur recevabilité par rapport aux documents de la consultation, les offres sont classées en fonction des critères et modalités de pondération décrits ci-dessous. Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables au sens des articles L. 2152-2, L. 2152-3 ou L. 2152-4 du Code de la commande publique ne sont pas classées.

9.1. Critère technique n° 1 (20%)

Personnel qualifié et expérimenté – encadrement et suivi de la qualité des prestations – gestion des remplacements

9.2. Critère technique n° 2 (20%)

Tableau du nombre d'heures allouées à chaque prestation renseigné

9.3. Critère technique n° 3 (10%)

Matériels – équipements et produits proposés

9.4. Critère environnemental (15%)

Formation des salariés aux écogestes – utilisation de produits éco-labellisés

L'application de ces critères est réalisée en deux temps : **évaluation (E) puis notation (N)**.

Dans un premier temps, la grille suivante sert de base pour l'évaluation de chaque critère technique :

Appréciation	Évaluation sur 10
Parfaite	10
Excellente	9
Très bonne	8
Bonne	7
Assez bonne	6
Moyenne	5
Médiocre	4
Assez faible	3
Faible	2
Très faible	1
Très insuffisant	0

Dans un second temps, pour chaque critère technique, il est attribué à l'offre dont l'évaluation est la plus élevée (E_{max}) la note maximale de 10 points (N_{max}).

Les notes des autres offres sont alors obtenues selon la formule suivante :

$$Note N de l'offre x = \frac{E_x \times 10}{E_{max}}$$

Dans laquelle :

- E_x = évaluation de l'offre analysée pour le critère concerné.
- E_{max} = évaluation la plus élevée pour le critère concerné.

9.5. Critère prix (35%)

La note obtenue est calculée comme suit :

Le prix de la meilleure proposition obtient la note maximale de 10 points. Les notes des autres offres sont obtenues selon la formule suivante :

Note offre n = Pmin x 10/Pn

Dans laquelle :

Pmin = Prix de l'offre la moins chère

Pn = Prix de l'offre analysée

La note obtenue est calculée comme suit :

L'offre la moins disante obtient la note maximale de 10 points. Les notes des autres offres sont obtenues selon la formule suivante :

$$\text{Note } N \text{ de l'offre } x = \frac{P_{\min} \times 10}{P_x}$$

Dans laquelle :

- Pmin = Prix de l'offre la moins disante.
- Px = Prix de l'offre analysée.

9.6. Classement final

Les offres sont classées en fonction de la note obtenue après pondération et somme des notes de chacun des critères. L'offre retenue est celle arrivée première.

En cas d'égalité de la note finale globale, est retenue l'offre qui a obtenu la meilleure note dans le critère affecté de la plus forte pondération, et ainsi de suite en cas d'égalité dans le premier critère.

9.7. Précisions et mise au point

Météo-France se réserve le droit de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre, ce qui ne préjuge en rien de l'attribution du marché public.

Le cas échéant, il peut être procédé à une mise au point du marché public avec l'attributaire dans les conditions prévues à l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

10. Conditions d'attribution du marché public

Le marché public ne peut être notifié au candidat pressenti si Météo-France ne dispose pas des documents et informations suivants :

- Un RIB original (ou équivalent), afin de procéder rapidement à la mise en paiement ;
- Son numéro unique d'identification (SIRET ou équivalent). Si le candidat est étranger, il communique à Météo-France un document délivré par l'autorité judiciaire ou l'administration compétente de son pays d'origine attestant de l'absence de cas d'exclusion de soumissionner ;
- Les attestations et certificats à jour délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (attestation de régularité fiscale) ;
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail (attestation de vigilance). Ces pièces devront par la suite être produites par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin du marché public ;
- La liste des salariés étrangers employés soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail ;
- Pour les candidats établis hors de France, en cas de détachement de salariés, les documents mentionnés à l'article R. 1263-12 du Code du travail ;
- Pour les entreprises de travail temporaire, la liste nominative prévue à l'article D. 8254-2 du code du travail.

Les obligations sont identiques pour les candidats établis dans un pays étranger. Cependant, dans l'hypothèse où les obligations sociales et fiscales ne donnent pas lieu à l'établissement de certificats officiels, les candidats doivent produire une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, une déclaration solennelle faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement (article R. 2143-10 du Code de la commande publique).

11. Renseignements complémentaires

Afin d'obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires pour élaborer leur proposition technique et financière, les candidats doivent faire parvenir leur(s) question(s) écrite(s) **au moins dix jours avant la date limite de remise des offres.**

Une réponse commune est alors adressée à tous les candidats s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre, au minimum six jours avant la date limite de remise des offres.

Il est exclu de répondre individuellement à une demande qui serait spécifique à un candidat.

Les questions doivent être posées directement sur le site PLACE. La question et la réponse sont consultables sur le site par l'ensemble des candidats identifiés ayant téléchargé les documents de la consultation.

En cas de difficulté, envoyer un courriel à l'adresse électronique MP.DAP-SMM@meteo.fr et marie-antoinette.ravillon@meteo.fr en mentionnant dans la partie « objet » du message : « Marché n°2533F0155 – À l'attention de M.A. RAVILLON ».

Annexe - Précisions relatives aux modalités de remise des plis

1. Certificats de signature électronique autorisés

Seuls les certificats de signature qualifiés conformes au référentiel général de sécurité (RGS) (niveaux ** et * RGS) ou au référentiel eIDAS sont autorisés.**

L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) propose une liste de prestataires de services de certification électronique fiables à l'adresse suivante, à la rubrique « Délivrance de certificat de signature électronique » :

<https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies/>.

Pour les candidats de l'Union européenne, une liste des prestataires de confiance est proposée par la Commission européenne.

Un certificat délivré par une autorité de certification étrangère est admis à condition qu'il réponde aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE. Le candidat doit alors faire la démonstration de cette équivalence.

Trois formats de signature électronique sont autorisés par l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#) : XAdES, CAdES ou PAdES. **Météo-France recommande néanmoins aux candidats de privilégier le format PAdES, la signature électronique étant alors intégrée au document signé qui doit être au format pdf.**

Les candidats doivent être attentifs à **ne pas verrouiller** les pièces contractuelles dont la signature est demandée après les avoir signées électroniquement afin de permettre ensuite, le cas échéant, leur signature par Météo-France.

2. Outils de signature électronique

La plate-forme PLACE met à disposition des candidats un outil de signature électronique.

Le candidat peut utiliser un outil de signature indépendant de la plate-forme PLACE. Dans ce cas, il doit obligatoirement transmettre, avec les documents signés, le mode d'emploi permettant de procéder gratuitement aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la validité de la signature,
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

3. Modalités de signature électronique

Le candidat veille à signer électroniquement et individuellement les pièces contractuelles dont la signature est demandée (i.e. l'acte d'engagement ou le document en tenant lieu ; cf. article 5.3 du présent règlement de la consultation) et ne saurait se satisfaire d'une signature apposée sur un seul dossier ZIP (ou équivalent) ou sur un seul fichier contenant lesdites pièces, à l'exception de l'hypothèse dans laquelle le candidat appose sa signature au moyen d'un parapheur électronique. Le parapheur électronique est un outil disposant de fonctions autorisant, au moins, le regroupement de documents à valider ou signer, la signature d'un même document par plusieurs signataires, sans en altérer l'intégrité, que l'utilisation soit locale ou en ligne. Chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

4. Sauvegarde

En application de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique et de l'[arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde](#), les candidats sont autorisés, parallèlement à l'envoi électronique de leur pli via la plate-forme PLACE, à transmettre une sauvegarde de leur pli sur support physique électronique (clé USB, CD-Rom, DVD-Rom, etc.).

La sauvegarde est une copie des dossiers de candidature et d'offre destinée à se substituer, en cas d'anomalie, au pli transmis par voie électronique à Météo-France. Lorsqu'une sauvegarde n'a pas été ouverte, elle est détruite.

Cette sauvegarde est ouverte lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans un document électronique transmis par le candidat, ou lorsque le pli du candidat est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouvert, sous réserve que la transmission de ce pli ait commencé avant la clôture de la consultation.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

Les documents figurant sur la sauvegarde sur support physique électronique doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est demandée).

Cette sauvegarde, sous pli scellé, comporte obligatoirement les mentions : « NE PAS OUVRIR » - « sauvegarde » et doit être remise en main propre, contre récépissé, du lundi au vendredi 9h-12h & 14h-17h, ou par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

MÉTÉO-FRANCE Direction des Achats Publics/SMM– À l'attention de M.A. RAVILLON Marché n° 2533F0155 73 avenue de Paris – 94165 Saint-Mandé Cedex

La sauvegarde doit être livrée avant la fin du délai imparti pour la remise des plis.

5. Fichiers volumineux

Dans l'hypothèse où la plate-forme PLACE n'admettrait pas le dépôt d'un fichier trop volumineux, le candidat est autorisé à déposer ce fichier sur une plate-forme électronique externe.

Le fichier concerné doit être, au minimum, de 400 Mo. Il doit être déposé avant la fin du délai imparti pour la remise des plis.

Le dépôt de l'acte d'engagement ou de l'annexe financière sur une plate-forme électronique autre que PLACE n'est pas autorisé.

La plate-forme électronique externe utilisée par le candidat doit satisfaire les exigences du I de l'article 2 de l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique](#). Elle doit garantir l'intégrité et la confidentialité des documents, et permettre la vérification de la date et de l'heure de dépôt de ceux-ci. Le téléchargement des fichiers doit être protégé par un mot de passe.

S'il dépose un ou plusieurs fichiers sur une plate-forme électronique externe, le candidat inclut dans son pli déposé sur la plate-forme PLACE :

- l'url où le ou les fichiers peuvent être téléchargés ;
- le mot de passe nécessaire au téléchargement ;
- la preuve du refus de la plate-forme PLACE d'autoriser le dépôt du ou des fichiers en raison de leur volume ;
- la preuve de dépôt du ou des fichiers sur la plate-forme électronique externe avant la fin du délai imparti pour la remise des plis.

Un fichier déposé sur une plate-forme électronique externe qui ne satisferait pas ces exigences ne sera pas admis par Météo-France.